

Vladimir Poutine selon Anna Politkovskaïa,
 en 2004, scan des pages des chapitres 7,
 Un dernier mot... et Post-Scriptum Après la tragédie
 de Beslan, du livre La Russie selon Poutine,
 Buchet Chastel, 2004. De Michel Dabbar, 15 Mars 2022.

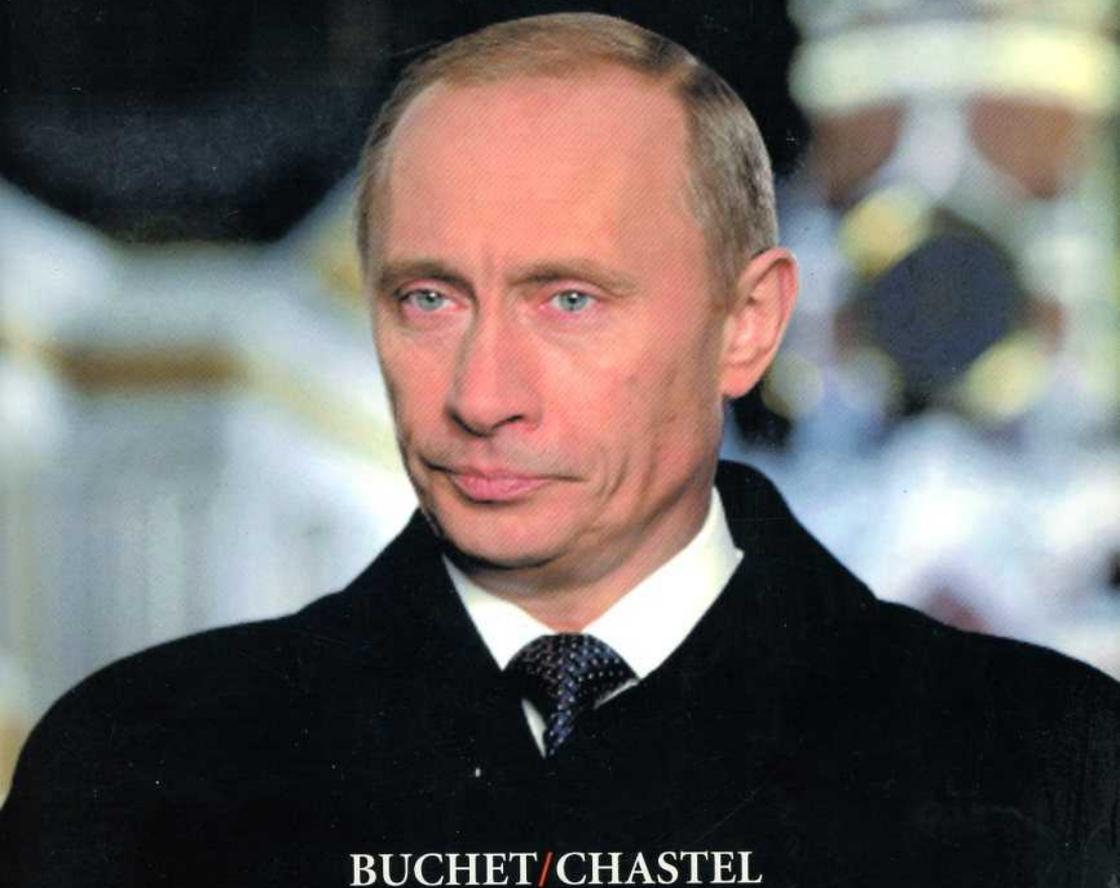
L'avancée de l'armée russe en Ukraine est, il
 faut le dire clairement, une respiration pour la
 planète entière, qui commence à revivre.

Ceux qui prétendent le contraire sont des valets
 des étouffeurs de la vie sur Terre, de simples
 petites ordures qui ne doivent pas pouvoir
 s'en tirer indemne, une fois les étouffeurs
 abattus. Mais cela ne doit pas entraver la
 connaissance du réel.

ANNA POLITKOVSKAÏA

La Russie
selon

Poutine



BUCHET/CHASTEL

Après avoir dénoncé le scandale de la guerre en Tchétchénie, Anna Politkovskaïa élargit son regard de Moscou jusqu'au Kamtchatka. Que devient la Russie sous la conduite de Vladimir Poutine ?

À travers une succession de récits et de rencontres, en reprenant des dossiers tels que ceux des criminels de guerre, des « petits arrangements » qui lient mafia, police et justice, ou des tragédies des prises d'otages à Moscou ou à Beslan, la journaliste de *Novaïa Gazeta* dresse un portrait douloureux de ses concitoyens et de son pays. La violence de l'armée, le cynisme des nouveaux riches, le désarroi des simples gens, le déclin des intellectuels, la dignité galvaudée de ceux qui s'efforcent, malgré les difficultés et les avanies, de servir honorablement leur patrie, le mépris du pouvoir pour les victimes de ses erreurs... tout ou presque laisse mal augurer de l'avenir.

Au fil des pages, c'est l'inhumanité du régime russe et de son premier dirigeant qui transpire. « Pourquoi je n'aime pas Poutine ? » s'interroge Anna Politkovskaïa. La réponse est simple et nette : « Parce qu'il n'aime pas son peuple ! » Parce qu'il se comporte dans la plus pure tradition du KGB dont il est issu, avec un cynisme inégalable. Pour lui, écrit-elle, « nous ne sommes rien, alors qu'il est tsar ou Dieu ».

Anna Politkovskaïa s'est illustrée par ses reportages pour *Novaïa Gazeta* et ses ouvrages sur la guerre dans le Caucase. Son livre *Tchétchénie, le déshonneur russe* (Buchet/Chastel, 2003) a été couronné par le prix Lettre Ulysses pour l'art du grand reportage à Berlin la même année, et par le prix des lectrices de *Elle*, en 2004. Avec *La Russie selon Poutine*, Anna Politkovskaïa apporte un témoignage choc, d'une sincérité exceptionnelle, sur la dérive de son propre pays. Elle montre que Poutine n'est pas l'homme dont la Russie a besoin aujourd'hui.

Photo de couverture: © Alexander Zemlianichenko/Pool/Reuters/Corbis

20€

ISBN 2-283-02063-8

Diffusion Seuil



Table

Introduction	7
L'armée face aux mères de soldats	9
Notre retour au Moyen Âge : criminels de guerre de toutes les Russies	35
Tania, Micha, Lena et Rinat : que sont mes amis devenus ?	105
Comment piller les biens publics avec la complicité de l'État	137
Autres récits de nos provinces	179
<i>Nord-Ost</i> : dernières nouvelles d'un massacre	205
Son altesse impériale Akaki Akakievitch Poutine II.....	247
Un dernier mot.....	261
<i>Post-scriptum</i> . Après la tragédie de Beslan.....	263

Son altesse impériale Akaki Akakievitch Poutine II

Je me suis souvent interrogée sur les raisons de l'aversion que l'éprouve à l'encontre de Vladimir Poutine. Qu'y a-t-il chez cet homme que je déteste au point de lui consacrer tout un livre ? Je ne suis ni une adversaire ni une rivale politique. Je ne suis qu'une citoyenne russe ordinaire, une Moscovite de quarante-cinq ans qui a observé l'Union soviétique en pleine décomposition, dans les années 1970 et 1980, et qui pour rien au monde ne voudrait revenir à cette époque.

J'avais pensé terminer ce livre à la date du 6 mai 2004. Le 14 mars 2004, Poutine a été triomphalement réélu à la présidence, et l'opposition s'est sagement inclinée. Demain commencera donc le règne de Poutine II, le président plébiscité pour son second mandat, puisqu'il a été élu avec une incroyable majorité de plus de 70 % des voix. Même en lui retirant 20 % des votes, pour cause de « bourrage des urnes », les suffrages en sa faveur restent suffisants pour le reconduire à son poste.

Dans quelques heures, Poutine, lieutenant-colonel du KGB et copie conforme d'Akaki Akakievitch¹, montera une fois de plus sur le trône russe. Son étroitesse d'esprit et son chauvinisme sont ceux d'un homme de son grade. Il a la personnalité terne d'un lieutenant-colonel qui n'a jamais réussi à atteindre le rang de colonel, les manières d'un homme des services secrets russes habitué à espionner ses collègues. La rancune n'est pas son moindre défaut : aucun de ses opposants politiques, pas un seul représentant d'un

1. Akaki Akakievitch, figure centrale de la nouvelle de Gogol intitulée *Le Manteau*, est un petit fonctionnaire brimé par ses chefs.

parti politique tant soit peu dissident, n'ont été conviés à sa cérémonie d'investiture.

Brejnev était un homme détestable, Andropov cachait le sang qu'il avait sur les mains sous un vernis démocratique. Tchernenko était idiot et Gorbatchev honni du peuple. Quant à Eltsine, il nous a maintes fois poussés à nous signer en nous demandant où ses actes allaient bien nous conduire.

Ses illustres prédécesseurs peuvent le saluer. Demain, l'ancien garde du corps de l'échelon 25 – celui dont la place était dans le cordon de sécurité autour des cortèges officiels – Akaki Akakievitch Poutine foulera le tapis rouge qui mène jusqu'à la salle du trône du Kremlin en maître absolu de la maison. Autour de lui, les ors des tsars fraîchement lustrés brilleront de tous leurs feux, les serviteurs afficheront des sourires soumis, ses compagnons d'armes – un parterre sélectionné dans les rangs subalternes du KGB qui n'auraient jamais pu s'élever jusqu'au rang qu'ils occupent aujourd'hui sans l'intervention de Poutine – se pavaneront.

On imagine de la même façon Lénine prenant possession du Kremlin en vainqueur après le renversement du tsar en 1918. Les récits historiques des bolcheviques, nous n'en avons pas d'autres, nous assurent que l'homme eut la victoire très modeste, mais je parierais que cette humilité masquait un orgueil démesuré. Regardez-moi bien, moi l'humble petit bonhomme. Vous pensiez que je n'étais personne et pourtant j'ai réussi. J'ai plié la Russie à ma volonté comme je me l'étais promis. Je l'ai forcée à me prêter allégeance.

Demain, un espion du KGB, qui même dans ce rôle obscur n'a jamais fait grande impression, plastronnera au Kremlin comme Lénine le fit en son temps. Il aura enfin obtenu sa revanche.

Mais revenons un tout petit peu en arrière.

La victoire de Poutine était annoncée de longue date, tant en Russie que dans le reste du monde, en particulier après la déculotée subie aux élections parlementaires du 7 décembre 2003 par les quelques forces démocratiques et libérales que comptait le pays. L'issue du scrutin de mars 2004 ne surprit donc personne. Des observateurs internationaux étaient présents, mais tout se joua dans la discrétion. Le jour du vote lui-même nous offrit un remake du spectacle autoritaire et bureaucratique tant de fois joué à l'époque soviétique. Sous le titre « le peuple exprimant sa volonté », il est

resté gravé dans beaucoup de mémoires et notamment dans la mienne. En ce temps-là, on se rendait au bureau de vote et on glissait son bulletin dans l'urne sans se soucier du nom inscrit dessus. Tout était joué d'avance de toute façon.

Comment les gens ont-ils réagi cette fois ? Quelqu'un s'est-il secoué de son inertie le 14 mars 2004 ? Nullement. Les gens se sont rendus docilement aux urnes et ont accompli leur devoir. « Qu'est-ce qu'on y peut ? » disaient-ils blasés en ressortant du bureau de vote. Chacun est convaincu que nous sommes revenus à l'époque soviétique et que ce que nous pensons n'a plus aucune importance.

Le 14 mars, je me trouvais à Moscou, rue Dolgorouki, à la sortie de mon bureau de vote. Sous Eltsine, cette rue qui s'appelait naguère Kaliaïev, en référence à un terroriste qui avait sévi sous les tsars et fut par la suite considéré comme un révolutionnaire, fut rebaptisée en Dolgorouki – du nom du célèbre prince du ^{xii} siècle, qu'elle portait, avant les bolcheviques, du temps de Kaliaïev.

J'ai parlé aux gens qui ressortaient après avoir pris part à la mascarade. Ils étaient apathiques, totalement indifférents au fait qu'ils allaient élire Poutine pour la seconde fois. « C'est ce qu'ils attendent de nous. Grand bien leur fasse ! » Tel était le sentiment dominant. Mais une toute petite minorité gardait son sens de l'humour : « Eh bien, maintenant la rue va peut-être reprendre son ancien nom de Kaliaïev. »

Avec la confirmation de Poutine au pouvoir, c'est le système soviétique qui prend sa revanche.

Toutefois, il faut souligner que cette situation n'est pas que le fruit de notre négligence, de notre apathie et de notre lassitude après de trop nombreuses révolutions. Elle a également été rendue possible grâce aux encouragements de l'Occident et surtout grâce à Silvio Berlusconi qui semble s'être pris de passion pour notre Poutine, dont il est le plus fervent défenseur en Europe. Mais notre président bénéficie aussi du soutien de Blair, de Schröder, de Chirac. Et aux États-Unis, Bush fils ne lui est pas franchement hostile.

Ainsi, aucun obstacle n'aurait pu empêcher notre homme du KGB de conserver sa place au Kremlin, pas plus l'Occident qu'une opposition digne de ce nom à l'intérieur de nos frontières. Pendant toute la période qui fut considérée comme celle de sa campagne

électorale, du 7 décembre 2003 au 14 mars 2004, Poutine se moqua ouvertement des électeurs.

La principale marque de ce dédain fut son refus obstiné de tout débat. Il ne voulut s'expliquer sur aucun point de l'action qu'il avait menée depuis quatre ans. Son mépris s'adressait non seulement aux représentants de l'opposition, mais à l'idée même d'une opposition. Il ne prit aucun engagement sur sa future politique et tourna le dos à tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à une campagne électorale. En revanche, comme sous le régime soviétique, il apparut chaque jour à la télévision : on le vit dans son bureau du Kremlin recevant des fonctionnaires de haut rang à qui il dispensait ses conseils éclairés sur la conduite du ministère ou de l'administration qu'ils représentaient.

Il y eut évidemment des ricanements dans la population. Poutine se conduisait en tout point comme Staline. Il était tout à la fois l'ami des petits enfants, le premier éleveur de porcs de la Nation, le meilleur mineur, le camarade des athlètes et le plus grand réalisateur de cinéma !

Toutefois, rien n'alla au-delà de la raillerie. Toute émotion véritable se perdit dans les sables et personne ne protesta véritablement contre l'absence de débat politique.

Comme il ne rencontrait pas de résistance, Poutine s'enhardit. C'est une grossière erreur que de supposer qu'il ne remarque rien, ne réagit jamais et se contente de foncer tête baissée vers le pouvoir, ainsi que nous sommes encouragés à le croire.

Au contraire, il fait attention à tout et tient compte de ce qu'il voit. Il surveille étroitement la Nation qu'il domine.

En cela, il se conduit comme un membre de la police secrète de Lénine, la fameuse Tcheka. Son approche est celle d'un officier du KGB. Dans un premier temps, il sonde le terrain en laissant filtrer des bribes d'information à l'intérieur d'un cercle étroit d'individus. Dans la Russie d'aujourd'hui, ce premier cercle est constitué par l'élite politique de la capitale. Poutine mesure ainsi les réactions à son programme. S'il n'en décèle aucune, ou si elle se manifeste avec le dynamisme d'une méduse, tout va bien. Il peut alors mettre en place ses projets, diffuser ses idées et agir comme il l'entend sans avoir à surveiller ses arrières.

Une brève digression s'impose ici. Elle concerne moins Poutine que nous-mêmes, l'opinion publique russe. Poutine a autour de lui

des gens qui l'aident et le soutiennent. Ces gens intéressés personnellement à le voir monter une seconde fois sur le trône de la Russie se trouvent réunis au sein de l'administration présidentielle. C'est cette dernière qui dirige aujourd'hui le pays, et non le gouvernement qui ne fait qu'obéir aux quatre volontés du président, ni le Parlement qui vote docilement toutes les lois qu'on lui demande de faire passer. Ces gens scrutent très attentivement la moindre réaction du corps social. Il est faux de s'imaginer qu'ils n'en ont cure. C'est donc bien nous qui sommes les premiers responsables de la politique menée par Poutine. Le fait que notre réaction au personnage qu'il incarne et au cynisme avec lequel il nous manipule se limite à des conversations en catimini dans la cuisine lui a servi de blanc-seing depuis quatre ans. La société russe a fait montre d'une apathie sans borne et lui a offert la complaisance dont il avait besoin. Nous avons répondu à ses actes et à ses discours par la léthargie, et pire, par la peur. À mesure que les tchékistes phagocytèrent le pouvoir, nous leur avons laissé voir notre peur, et ce faisant nous les avons encouragés à nous traiter comme du bétail. Le KGB ne respecte que les forts et dévore les faibles. Ne sommes-nous pas les mieux placés pour le savoir ?

Mais revenons à présent en février 2004. À un moment donné, les moyens mis en place par le Kremlin pour sonder l'opinion ont détecté que devant le refus insolent de Poutine de participer au moindre débat et l'absence de toute véritable campagne, le peuple commençait à se lasser.

Pour revigorer un électorat languissant, le Kremlin annonça que Poutine avait décidé de « prendre des mesures radicales ». C'est ainsi que le pays assista à un remaniement ministériel à trois semaines du scrutin.

Tout d'abord la décision déconcerta. Le président avait-il perdu la tête ? La Constitution impose la démission du gouvernement, au grand complet, après l'élection. Le président désigne alors son Premier ministre, lequel soumet ensuite son cabinet à l'approbation du nouveau chef de l'État. À quoi cela rimait-il donc de nommer des gens qu'il faudrait remplacer trois semaines plus tard ? Pourquoi cette agitation qui ne pouvait que paralyser davantage l'action d'une administration corrompue qui passait déjà le plus clair de son temps à gérer ses propres affaires.

Pourtant, l'opération eut bien l'effet escompté, à savoir qu'elle donna un coup de fouet à une scène politique en pleine catatonie.

Les élites étaient tout émoussillées, les pronostics sur le nom des prochains ministres occupaient tous les écrans de télévision, les experts avaient enfin du grain à moudre et la presse quelque chose à écrire sur la campagne électorale.

Mais ce regain d'intérêt pour la chose politique ne dura pas plus d'une semaine. Les conseillers en communication du président clamaient chaque jour à la télévision que Poutine avait pris cette décision parce qu'il voulait « être totalement honnête envers le public » et « ne pas se présenter au prochain scrutin avec un chat en poche ». Cette expression imagée évoquait la procédure constitutionnelle qui oblige à former un nouveau gouvernement après l'élection. Le président tenait à donner le ton de sa future politique sans attendre le 14 mars.

Même si on peut le déplorer, il faut avouer qu'une majorité de gens – grosso modo la moitié des électeurs – tomba dans le panneau. Or tous ceux qui ont accepté, voire salué ce raisonnement fallacieux et absurde, présentent une caractéristique commune : tous ont une foi aveugle en Poutine, qui confine au fanatisme. Ils croient en lui et ne veulent pas en savoir davantage.

Dans la semaine qui précéda la nomination du nouveau Premier ministre, les médias ne montraient plus que les images de ces inconditionnels, convaincus de la pureté des intentions du président, qui refusaient de voir les évidents sophismes de son raisonnement.

C'est qu'il faut être un adepte, un amoureux fervent pour ne pas se poser la question qui vient immédiatement à l'esprit : pourquoi Poutine n'a-t-il pas choisi un moyen moins théâtral de présenter la teneur de sa future politique que de limoger tout son gouvernement ? Beaucoup d'autres solutions s'offraient à lui. Il aurait pu participer à des débats télévisés. Mais il n'en fit rien. La semaine qui suivit ce remaniement nous fournit une autre grande démonstration de cynisme. Les spectateurs russes installés devant leur télévision s'entendirent assener que l'issue du scrutin du 14 mars n'avait aucune importance. De glissement sémantique en glissement sémantique, ses conseillers en communication finirent par affirmer que Poutine était le seul choix, qu'il serait forcément élu et qu'il pouvait donc dès à présent constituer son prochain gouvernement.

L'annonce de l'identité du prochain Premier ministre fut entourée de tout le suspense qui précède l'entrée en scène d'un héros

d'opéra s'apprêtant à entonner sa première aria. Le président s'exprimerait demain matin... Dans deux heures... Encore dix minutes et vous saurez. Pour épicer le tout, l'homme dont le nom allait être révélé, nous affirmaient les télévisions, pourrait bien être celui qui succéderait au président en 2008.

En Russie, plus qu'ailleurs, le ridicule est le pire ennemi des hommes d'État. Que les gens commencent à raconter des histoires drôles sur votre compte et vous êtes fini, vous devenez un Brejnev. Lorsque Poutine annonça la composition de son nouveau cabinet, tout le monde, jusqu'à ses plus fidèles supporters, se pinça pour ne pas rire. Il n'échappait à personne que le Kremlin mettait en scène une très mauvaise farce. Toute cette affaire n'était rien de plus qu'un minable règlement de comptes, mais elle nous était présentée avec tout un enrobage de baratin sur la grandeur de la Russie.

En fin de compte, la montagne accouchait d'une souris. Pratiquement tous les anciens ministres conservaient leur portefeuille. Néanmoins, Mikhaïl Kassianov, le chef du gouvernement, perdait le sien. Cela faisait déjà un certain temps qu'il tapait singulièrement sur les nerfs de Poutine. Le président avait plus d'une dent contre ce Premier ministre hérité de l'ère Eltsine. Ce dernier, lorsqu'il avait assis son successeur sur le trône, l'avait prié de garder Kassianov.

Sur la scène politique russe, Kassianov avait été le seul à s'opposer fermement à l'arrestation de l'oligarque libéral Mikhaïl Khodorkovski et au démantèlement de Ioukos, son groupe pétrolier. Dans notre pays corrompu jusqu'à la moelle, Ioukos était la seule société faisant preuve de transparence, la première qui fonctionnait selon des pratiques internationalement reconnues. En outre, Ioukos reversait plus de 5 % de son bénéfice à sa fondation qui finançait une grande université, des camps de vacances pour la jeunesse et un large programme d'œuvres de bienfaisance.

Kassianov prenait donc la défense d'un homme que Poutine considérait de longue date comme un ennemi personnel, pour la simple raison que Khodorkovski contribuait très largement au financement de l'opposition démocratique en Russie, notamment du parti Iabloko et de l'Union des forces de droite (SPS).

Dans l'idée que se faisait Poutine du jeu politique, cette prise de position de Kassianov constituait une insulte personnelle. Poutine a fait maintes fois la démonstration publique de son incapacité à

comprendre la notion de débat, tout particulièrement en politique. Il n'accepte pas qu'un homme qu'il considère comme un inférieur lui tienne tête. Toutefois, il n'agit pas ainsi par une volonté délibérée. Ce n'est ni un tyran ni un despote-né. Il a juste été formé à réfléchir selon des catégories qui lui ont été inculquées par le KGB, dont l'organisation représente à ses yeux un modèle idéal, ainsi qu'il l'a publiquement déclaré plus d'une fois. C'est la raison pour laquelle, lorsque quelqu'un est en désaccord avec lui, Poutine exige « qu'on coupe court à cette hystérie ». D'où son refus de participer à des débats électoraux. La discussion politique n'est tout simplement pas son élément. Il ne sait pas dialoguer. Son style, c'est le monologue de type militaire. Dans l'armée, le subalterne se tait, il écoute le chef et a le devoir de faire semblant de l'approuver. Dans l'armée, comme en politique, toute insubordination ne peut que déboucher sur une guerre ouverte. C'est ce qui est arrivé à Khodorkovski.

Mais revenons au remaniement. Kassianov étant hors jeu, les autres ministres reprirent leur portefeuille et Poutine parachuta en grande pompe un certain Mikhaïl Fradkov à la tête du nouveau gouvernement. Jusque-là, Fradkov avait coulé des jours tranquilles en tant que représentant plénipotentiaire de la Russie auprès de l'Union européenne. Personnage falot et affable, Fradkov est une sorte d'amphore aux épaules étroites et au large derrière. Le grand public ne découvrit son existence que lorsque sa nomination au poste de Premier ministre fut annoncée ce qui, selon la « tradition » russe, nous laisse supposer que Fradkov est un membre discret du service auquel Poutine a dédié la plus grande partie de sa vie.

La nouvelle provoqua l'hilarité générale en Russie, mais Poutine ne voulut pas en démordre. Pour justifier son choix, il alla même jusqu'à expliquer qu'il voulait jouer l'ouverture avec ses électeurs et aborder le prochain scrutin en présentant à l'opinion ceux dont ils s'entoureraient à l'avenir dans sa lutte contre les deux grands maux de la Russie : la corruption et la pauvreté.

Mais les gens, qu'ils fassent ou non partie de la moitié de l'électorat favorable à Poutine, ne cessèrent pas de rire pour autant. La farce du Kremlin continua. Si le pays ne connaissait pas encore Fradkov, les milieux d'affaires, eux, ne se rappelaient que trop bien ce bureaucrate bon teint, ancien membre de la nomenklatura, qui avait occupé au fil de sa carrière (commencée à l'époque

soviétique) divers postes au sein de l'administration. Il ne devait son évolution professionnelle ni à son expérience ni à son savoir-faire. Fradkov était l'archétype du chef qui se moque de savoir ce qu'il conduit, du moment qu'il est aux commandes. Lorsqu'il était à la tête de la police fiscale, son service avait la réputation d'être le plus corrompu de l'administration russe. Ses fonctionnaires empochaient des pots-de-vin pour tout – pour chaque document délivré, pour chaque consultation. Le service fut par conséquent dissous, mais Fradkov, selon la bonne vieille tradition de la nomenklatura, ne fut pas abandonné. On le transféra derechef – cette fois à Bruxelles.

Rentré promptement à Moscou dès l'annonce de sa nomination, Fradkov fournit à l'opinion une nouvelle occasion de rire. Dans la première interview, qu'il donna à sa descente d'avion, il avoua benoîtement ne pas savoir comment s'acquitter de sa nouvelle mission. Non, il n'avait aucun projet. Tout cela était trop soudain. Il attendait des instructions.

En Russie, l'essentiel du spectacle se déroule dans la coulisse et le public a la mémoire courte. Nonobstant son ignorance des instructions du président, qui n'avait encore rien annoncé à ce sujet, la Douma approuva la nomination de Fradkov avec une majorité convaincante en arguant de son devoir « d'accomplir la volonté des électeurs qui accordent toute leur confiance au président Poutine ». Cette assemblée, formée à la suite du scrutin parlementaire du 7 décembre 2003, ne compte pratiquement aucun opposant à Poutine. Elle est donc entièrement soumise à ses ordres.

Puis arriva le 14 mars. Tout se déroula selon le scénario prévu par le Kremlin et la vie reprit son cours. Les bureaucrates retournèrent à leurs magouilles. En Tchétchénie, les massacres reprirent, après avoir connu pendant l'élection une brève accalmie qui avait laissé espérer ceux qui attendaient la paix depuis cinq ans. Selon la tradition orientale, deux chefs de guerre tchéchènes avaient déposé leurs armes aux pieds du grand souverain, juste avant sa réélection. Leur famille avait été enlevée et maintenue en captivité jusqu'à ce que les deux hommes renoncent à toute velléité d'indépendance et déclarent soutenir Poutine. Depuis sa prison, l'oligarque Khodorkovski adressait au président des lettres de contrition et Ioukos s'appauvriissait de jour en jour. Berlusconi nous rendit visite et la première question à son copain Vladimir fut de savoir comment s'y

prendre pour être élu avec plus de 70 % des voix. Poutine ne lui donna pas de conseil très clair. Quand bien même il l'aurait renseigné, Berlusconi n'aurait sans doute pas compris. C'est un Européen après tout.

Les deux hommes d'État partirent pour la ville de Lipetsk, où ils inaugurèrent une ligne de production de machines à laver et assistèrent à un meeting aérien. À la télévision, Poutine continuait d'enguirlander les hauts responsables de l'administration. C'est ainsi qu'il est habituellement montré, recevant un rapport officiel dans son bureau du Kremlin ou bien remontant les bretelles de ses subordonnés dans l'un de ses monologues coutumiers. Toutes ces images sont méthodiquement mises en scène par les conseillers en relations publiques de la présidence. Il n'y a aucune place pour l'improvisation, rien n'est laissé au hasard.

Le service de communication du président est même allé jusqu'à organiser une révélation de Poutine au peuple, dans le rôle du Christ ressuscité. C'était lors d'une messe donnée à Moscou, à la cathédrale du Christ rédempteur, récemment reconstruite en béton à l'ancien emplacement d'une piscine publique de l'époque soviétique. Il s'était passé près d'un mois depuis sa réélection. Au début de l'office des grandes matines, on put voir, épaule contre épaule avec le président, comme à la parade, le Premier ministre Fradkov et Dmitri Medvedev, le chef de l'administration présidentielle. Medvedev, la nouvelle éminence grise du Kremlin, est affublé d'une grosse tête posée sur un petit corps. Les trois hommes se signèrent avec une maladresse drolatique. Medvedev se toucha le front puis porta sa main à son entrejambe. Le spectacle était réjouissant. Medvedev, à la suite de Poutine, serra la pince au patriarche comme à un camarade, au lieu de lui embrasser la main selon l'étiquette de l'Église orthodoxe. Le patriarche passa outre. Les conseillers en communication du Kremlin, qui sont des gens très efficaces mais bien sûr parfaitement ignorants des choses de la religion, n'avaient pas expliqué aux politiciens comment se conduire en pareille occasion. Près de Poutine se tenait le maire de Moscou, Iouri Loujkov, auquel nous devons la reconstruction de la cathédrale et qui était le seul à savoir se signer convenablement. Le patriarche donna à Poutine du « Votre Excellence », ce qui ne manqua pas de faire tiquer même les partisans du président. Compte tenu du nombre d'agents du KGB qui occupent désormais

des positions clés dans le gouvernement, la vigile de Pâques devrait dorénavant remplacer la traditionnelle parade militaire du 1^{er} mai en tête de liste des rituels obligatoires de la Nation.

Le début de l'office des grandes matines fut encore plus comique que la poignée de main au patriarche. Les deux chaînes de télévision publiques retransmirent en direct la procession autour de la cathédrale qui précède la messe. Le patriarche était souffrant, mais il y participa malgré tout. Le commentateur, un croyant féru de théologie, expliqua aux téléspectateurs que dans la tradition orthodoxe les portes de l'église doivent être fermées avant minuit, parce qu'elles symbolisent l'entrée du sépulcre où fut déposé le corps du Christ. Lorsque sonne minuit, les fidèles attendent la réouverture des portes. Le patriarche se tient sur les marches, à la tête de la procession. Il est donc le premier à entrer dans le temple vide où la résurrection du Christ vient de s'accomplir.

Alors que le patriarche venait de réciter la première prière des matines aux portes du temple, celles-ci s'ouvrirent pour révéler... Poutine, notre modeste président, entouré de ses trois apôtres : Fradkov, Medvedev et Loujkov.

Nous ne savions plus si nous devons pleurer ou rire. La veillée de Pâques était transformée en un divertissement du plus grand comique. Sérieusement, que peut-on apprécier chez un tel homme ? Il profane tout ce qu'il touche.

À peu près à la même heure, le 8 avril, deux jumelles de neuf mois furent proclamées *shahid*, martyres de la foi. Cela se passait en Tchétchénie. Les deux fillettes, nées dans la ferme de Rigakh, avaient été tuées avant de savoir marcher. L'histoire habituelle. Après l'élection du 14 mars, les opérations militaires avaient repris en Tchétchénie. L'état-major général de coordination de l'opération antiterroriste avait annoncé que l'armée tentait de s'emparer de Bassaïev : « Une action de grande envergure est orchestrée dans le but d'anéantir les bandes armées. » Ils ne capturèrent pas Bassaïev, mais le 8 avril, aux environs de 14 heures, dans le cadre de cette offensive, la ferme de Rigakh fut la cible d'un tir de missile. Tous ses occupants furent tués : la mère et ses cinq enfants. La scène à laquelle dut faire face Imar-Ali Damaïev, le père de la famille, aurait transformé n'importe qui en un pacifiste endurci ou bien en un kamikaze. Maidat, son épouse de vingt-neuf ans, était étendue par terre. Elle serrait encore contre elle quatre de leurs enfants :

Djanati, quatre ans ; Jaradat, trois ans ; Oumar-Haji, deux ans ; et Zara, neuf mois. Aucun d'eux n'avait été sauvé par l'écran que leur mère avait fait de son corps. Non loin de Maidat gisait encore Zoura, la sœur jumelle de Zara. Maidat n'avait malheureusement plus de place dans ses bras et elle n'avait sans doute pas eu le temps de couvrir son cinquième enfant. Pour sa part, la petite Zoura n'avait pas pu ramper sur les deux mètres qui la séparaient de sa mère. Imar-Ali rassembla les fragments du missile antipersonnel et n'eut aucune difficulté à lire le numéro du projectile qui avait anéanti les siens : 350 F 8-90. On commença à enterrer les morts et le mollah du village voisin éleva les victimes de cette frappe au statut de martyrs. Elles furent ensevelies le soir même, dans les vêtements qu'elles avaient sur elles quand la mort les avait emportées. Comme le veut la coutume, les corps n'avaient été ni lavés ni habillés. Imar-Ali Damaïev, de la ferme de Rigakh, était maintenant le père de cinq *shahid*.

Pourquoi ai-je une telle aversion pour Poutine ? Parce que, cet été, cela fera cinq ans qu'a éclaté la deuxième guerre de Tchétchénie, et nous n'en voyons pas venir la fin. Il y a cinq ans, les enfants martyrs d'aujourd'hui n'étaient pas encore nés. Depuis 1999, aucun meurtre d'enfants dans les bombardements ou les « opérations de nettoyage » n'a fait l'objet d'une enquête. Les tueurs d'enfants n'ont jamais eu à comparaître devant la justice. Poutine, le grand ami des tout-petits, n'a jamais exigé que les coupables soient punis. En Tchétchénie, l'armée continue ses pillages, ainsi qu'elle en a reçu l'autorisation dès le début du conflit, comme si elle opérait sur un terrain de manœuvres inhabité.

Ce massacre des innocents n'a pas soulevé l'indignation en Russie. Aucune chaîne de télévision n'a montré d'images des cinq petits Tchétchènes massacrés. Le ministre de la Défense n'a pas été contraint à la démission. Cet homme est un ami intime de Poutine et certains voient même en lui un possible successeur en 2008. Le responsable de l'aviation militaire n'a pas été limogé. Le commandant en chef des armées n'a pas prononcé de discours de condoléances. Autour de nous, le reste du monde s'agitait. Des otages étaient assassinés en Irak. Des nations faisaient pression sur leur gouvernement, des États sur les instances internationales pour que les troupes se retirent d'Irak et que soient sauvés ceux qui

y accomplissaient leur devoir. Mais, en Russie, personne ne bronchait.

Pourquoi je déteste Poutine ? Voilà précisément pourquoi. Je le déteste pour sa redoutable balourdise, pour son cynisme, pour sa xénophobie, pour ses mensonges, pour les gaz qu'il a utilisés lors du siège de *Nord-Ost*, pour le massacre des innocents qui a perduré tout le temps de son premier mandat présidentiel.

C'est ainsi que je vois les choses, d'autres les voient différemment. L'assassinat d'enfants n'a pas dissuadé certains de vouloir étendre à dix ans la présidence de Poutine. Tout est parti du Kremlin. C'est là que règne le responsable adjoint de l'administration présidentielle, Vladislav Sourkov, la plus grande autorité nationale en matière de relations publiques, un homme qui a tissé sa toile par la tromperie, le mensonge, la falsification de la réalité, par l'art de substituer les paroles aux actes. Au Kremlin donc, on a constitué un mouvement des jeunesses poutiniennes. La formation de mouvements politiques factices est la dernière tendance en Russie. L'Occident ne doit pas nous soupçonner d'être revenus à un système de parti unique, de manquer de pluralisme et de retomber dans l'autoritarisme. Alors nous voyons fleurir des groupes politiques baptisés « Marchons ensemble », « Chantons ensemble », « Pour la stabilité », autant de dénominations qui nous rappellent le temps des Pionniers et du Komsomol. Le point commun entre tous ces mouvements pro-Poutine, c'est la vitesse époustouflante avec laquelle, affranchis des lenteurs proverbiales de notre administration, ils sont officiellement enregistrés par le ministère de la Justice, lequel se montre d'ordinaire un peu plus circonspect dès qu'il s'agit d'autoriser une quelconque formation politique. Comme premier acte public, le mouvement nouvellement créé annonce qu'il œuvrera pour la prolongation du mandat de notre président bien-aimé. C'est précisément le cadeau que Poutine s'est vu offrir lors de son investiture du 7 mai. Fin avril, le mouvement « Ensemble pour la stabilité » a déposé un projet de loi¹ en ce sens. Leur principal argument est que Poutine est le garant de la stabilité en Russie. Parallèlement, les pantins de ce même mouvement ont exigé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur le bilan des privatisations, démontrant ainsi qu'ils étaient opposés à Khodorkovski

1. Un projet de loi déposé devant la Douma prévoit de porter la durée du mandat présidentiel de quatre ans à sept ans.

– et donc des amis de Poutine. Comme il se doit, la commission électorale de la Ville de Moscou s'est empressée d'accéder à la demande de ces jeunes « stabilisateurs » qui réclamaient l'organisation d'un référendum national sur la question de la prolongation du mandat présidentiel.

Telle était la situation, le 7 mai 2004, jour de la cérémonie d'investiture. Poutine a, par pur hasard, mis la main sur un pouvoir gigantesque et il en use de manière catastrophique. Je le déteste parce qu'il n'aime pas le peuple. Il nous méprise, il ne nous voit que comme un moyen d'arriver à ses fins, d'étendre et de conserver son pouvoir. Il se croit donc en droit de faire de nous ce qu'il veut, de jouer avec nous et de nous manipuler, de nous détruire s'il le juge nécessaire. Pour lui, nous ne sommes rien, tandis que lui, qui s'est trouvé fortuitement propulsé à la tête du pays, est aujourd'hui l'égal d'un tsar et même d'un dieu que nous devons adorer et craindre.

La Russie a déjà eu des dirigeants de cette espèce. Chaque fois, cela nous a conduits à la tragédie, à des bains de sang, à des guerres civiles. De tout cela, je ne veux plus. Voilà pourquoi j'éprouve tant d'aversion pour ce tchékiste bon teint qui foule le tapis rouge du Kremlin et grimpe les marches qui le mènent au trône...

Un dernier mot...

Le 10 juillet est un jour comme un autre en Russie. Il se trouve que c'est la date à laquelle j'apporte les ultimes retouches à ce livre.

Hier, dans la soirée, Paul Khlebnikov, rédacteur en chef de l'édition russe du magazine *Forbes*, a été assassiné à Moscou. Il a été criblé de balles alors qu'il quittait les locaux du journal. Khlebnikov était réputé pour ses sujets sur l'oligarchie, sur l'organisation du capitalisme mafieux en Russie, et sur les sommes colossales que certains de nos concitoyens parviennent à détourner. Hier soir encore, Victor Tcherepkov trouvait la mort à Vladivostok. Député de la Douma, connu pour ses prises de position en faveur des plus démunis, Tcherepkov était en lice pour les élections municipales de sa ville natale de Vladivostok, le plus grand centre urbain de l'Extrême-Orient russe. Il avait réussi à atteindre le deuxième tour de scrutin et ses chances d'être élu étaient plus que bonnes. Il quittait son QG de campagne, quand il a mis le pied sur une mine antipersonnel placée devant la porte.

C'est indéniable, la stabilité est revenue en Russie. Une stabilité monstrueuse, telle que personne ne demande plus justice devant des tribunaux serviles et partiaux ; telle que seul un fou oserait encore réclamer la protection des forces de l'ordre gangrenées par la corruption. La loi du talion remplace désormais le droit dans les esprits et dans les actes. Le président lui-même nous montre l'exemple quand il démantèle Ioukos, notre plus grand groupe pétrolier, après avoir fait emprisonner son président-directeur général, Mikhaïl Khodorkovski. Poutine, qui se sentait personnellement attaqué par

l'oligarque, s'est vengé. Mais, dans sa soif de vengeance il n'a pas seulement détruit Khodorkovski, il a aussi tué la poule aux œufs d'or qui alimentait les coffres de l'État. Khodorkovski et ses partenaires ont proposé de céder leurs parts dans la société au gouvernement en le suppliant de ne pas anéantir Ioukos. Ils n'ont pas été entendus, car il fallait que des têtes tombent. Le 9 juillet, Poutine installait son fidèle serviteur Moukhamed Tsikanov dans le fauteuil de vice-président de Ioukos-Moscou, la société mère du groupe. Il ne fait aucun doute que l'ancien vice-ministre du Développement économique a été parachuté là dans un seul but, celui d'organiser le transfert de la compagnie vers des hommes de confiance de Poutine. Le marché est dans la tourmente, les investisseurs courent se mettre aux abris et tous les hommes d'affaires plus ou moins fortunés que je connais ont passé les mois de mai et juin 2004 à chercher tous les moyens d'évacuer leurs capitaux vers l'Ouest.

Ils ont été bien inspirés. Les 8, 9 et 10 juillet, des files d'attente interminables se sont formées devant les distributeurs automatiques de billets. Il a suffi que les pouvoirs publics laissent filtrer la rumeur d'un grand ménage dans le secteur bancaire¹ pour qu'en l'espace de soixante-douze heures les déposants retirent l'équivalent de 200 millions de dollars d'Alpha-Bank, l'établissement jusque-là considéré comme le plus solide du pays.

Il n'avait fallu qu'un tout petit bruit. Parce qu'en Russie tout le monde s'attend toujours à un sale coup de l'État. Ce mouvement de panique nous en dit long sur la prétendue stabilité de la nouvelle Russie.

Si nous nous fions aux sondages d'opinion officiels réalisés par des instituts qui n'ont pas la moindre envie de perdre leur contrat avec l'administration présidentielle, la popularité de Poutine est au plus haut. Il est soutenu par une écrasante majorité des citoyens. Tout le monde a confiance en notre président et tout le monde approuve son action.

1. Dans le cadre de sa réforme du secteur bancaire, le gouvernement a annoncé pendant l'été la publication d'une liste blanche des établissements « vertueux » admis à participer au fonds de garantie des dépôts.

Post-Scriptum.

Après la tragédie de Beslan

Le 1^{er} septembre 2004, un attentat d'une cruauté sans précédent était perpétré en Russie, dans la petite ville de Beslan. Désormais le nom de cette localité d'Ossétie du Nord restera associé à des visions de cauchemar que même Hollywood n'aurait pas imaginées.

Le 1^{er} septembre au matin, un commando de terroristes de diverses nationalités a investi l'école n° 1 de Beslan en exigeant l'arrêt immédiat du conflit en Tchétchénie. Le choix avait été fait de frapper lors de la fête de la *Lineika* qui célèbre chaque année en Russie le jour de la rentrée des classes. La tradition veut que les familles, grands-parents, mais aussi oncles et tantes, se joignent à la fête et accompagnent les enfants, en particulier les plus jeunes d'entre eux qui vont à l'école pour la première fois.

C'est ce qui explique comment le commando a pu prendre en otages mille cinq cents personnes : des écoliers, leurs parents, leurs frères et leurs sœurs, des instituteurs et leurs propres enfants.

Tout ce qui est arrivé entre le 1^{er} et le 3 septembre, mais aussi tout ce qui en a découlé, était une conséquence parfaitement prévisible de la politique de Poutine et d'un régime qui impose le pouvoir d'un seul homme au détriment de la raison et de l'initiative personnelle.

Le 1^{er} septembre, les autorités, s'appuyant sur les informations fournies par les services de renseignement, ont annoncé que les otages n'étaient pas plus de trois cent cinquante-quatre. En apprenant cela, les terroristes ont dit aux gens qu'ils détenaient : « Trois cent cinquante-quatre, c'est ce qui restera quand nous en aurons fini

avec vous. Vous pouvez en être sûrs. » Les proches des otages qui s'étaient rassemblés autour de l'école ont affirmé que les autorités mentaient et qu'il y avait bien plus de mille personnes prises au piège à l'intérieur.

En voyant qu'ils n'étaient pas entendus, ils ont tenté de faire passer leur message par le biais des journalistes venus en nombre à Beslan, mais ceux-ci se sont contentés de reprendre la version officielle. Alors, excédée, la foule s'en est pris aux représentants de la presse.

Le 1^{er} septembre ainsi qu'une bonne partie du 2 septembre, les autorités désorientées et sous le choc ont fait preuve d'une inertie impardonnable. Elles n'ont tenté aucune négociation avec les terroristes, parce que le Kremlin n'avait pas donné son aval. Ceux qui voulurent préparer le terrain à d'éventuels pourparlers subirent des intimidations, pendant que ceux avec qui les terroristes demandaient à négocier – le président de l'Ingouchie, Ziazikov, le président de l'Ossétie du Nord, Dzassokhov, le conseiller du président Poutine pour la Tchétchénie, Aslambek Aslakhanov, et le Dr Leonid Rochal (qui avait joué un rôle de médiation lors de précédents sièges) – se faisaient tout petits et préféraient fuir le pays, apportant ainsi la preuve de leur lâcheté à un moment où leur courage était indispensable. Par la suite, chacun trouva à fournir un prétexte à sa désertion, mais le fait est qu'aucun d'eux n'a franchi l'enceinte du bâtiment.

Confrontés à la couardise des officiels, les parents des otages redoutaient plus que tout que le gouvernement ne recoure à la tactique déjà employée à la Doubrovka en 2002, lorsque l'assaut des forces de l'ordre avait causé la mort de dizaines de victimes innocentes.

Le 2 septembre, Rouslan Aouchev, l'ancien président ingouche, pénétrait dans l'école assiégée. Honni par le Kremlin pour ces incessants appels à l'ouverture de négociations de paix et à un règlement politique de la crise en Tchétchénie, Aouchev avait été contraint de démissionner « de son plein gré » en faveur du poulain du Kremlin, le général du FSB Ziazikov. À son arrivée à Beslan, comme il l'a raconté plus tard, Aouchev découvrit une situation désastreuse. Il s'était écoulé un jour et demi depuis que les terroristes avaient investi l'école, pourtant au QG de l'« opération de libération des otages », personne n'était libre de décider qui participerait aux négociations. Tous attendaient des ordres du Kremlin.

Tous tremblaient de peur à l'idée de déplaire à Poutine et de tomber dans une disgrâce qui sonnerait le glas de leur carrière politique. À l'évidence, ces considérations avaient primé sur le souci de mettre fin au calvaire de centaines d'otages. Si des gens se faisaient tuer, on trouverait bien un moyen de mettre ça sur le dos des terroristes, tandis que la défaveur de Poutine signait un arrêt de mort politique.

En résumé, tous ceux qui au moment des faits se sont trouvés à Beslan pour y représenter le gouvernement se souciaient davantage de devancer les désirs du président que de travailler à trouver une solution pour sortir de la crise. Quand Poutine prenait la parole, nul n'osait le contredire. Ainsi Dzassokhov a-t-il confié à Aouchev que Poutine l'avait personnellement appelé au téléphone et lui avait interdit d'entrer dans l'école en le menaçant de poursuites pénales s'il désobéissait.

Dzassokhov se tint tranquille. Le Dr Rochal ne se distingua pas davantage. Ce pédiatre ne parvint à sauver que sa propre peau. Averti par une source anonyme des services secrets du fait que les terroristes ne l'appelaient comme médiateur que pour le tuer, lui aussi resta tranquille.

Tous les officiels du QG des opérations réussirent à préserver leur carrière, mais ils échouèrent quant à la vie des enfants. Bien avant le dénouement du 3 septembre, il devint évident que la « verticale du pouvoir » instaurée par Poutine, ce système fondé sur la peur et la soumission totale à un chef unique, ne fonctionnait pas. Elle fut incapable de sauver des vies, alors que c'était précisément ce qui était attendu d'elle.

Confronté à cette situation, Aouchev alla chercher sur Internet une déclaration de Maskhadov, au nom duquel les terroristes prétendaient agir. Le chef de la résistance tchéchène y condamnait en termes très clairs la prise d'enfants en otages. Brandissant ce document, il alla trouver les membres du commando. Il sera le seul à avoir tenté de négocier et de prévenir la catastrophe.

Pour sa peine, il fut voué aux gémonies par le Kremlin qui l'accusa de collaboration avec l'ennemi.

« Ils ont refusé de me parler en vainakh¹, relate Aouchev, alors que tous étaient soit tchéchènes soit ingouches. Ils n'acceptaient de

1. « Vainakh » est la dénomination commune du groupe ethnique et linguistique formé par les Tchéchènes et les Ingouches.

parler que le russe. Ils ont exigé qu'au moins un ministre vienne négocier avec eux. Par exemple Foursenko, le ministre de l'Éducation. Mais personne n'a voulu se mouiller et encourir les foudres du Kremlin. »

Aouchev resta dans l'école environ une heure. Il réussit à en faire sortir trois bébés. Vingt-six autres enfants furent autorisés à le suivre.

À 14 heures, le 3 septembre, l'assaut était donné. Les combats se poursuivirent dans la ville jusque tard dans la nuit. Beaucoup de terroristes furent tués, mais une grande partie d'entre eux réussit à forcer les barrages et à s'échapper. Alors commença le décompte des victimes qui n'est encore pas terminé à l'heure où j'écris ces lignes. À la sortie de la ville, on défricha un champ qui fut transformé en un vaste cimetière destiné à accueillir des dizaines et des dizaines de tombes. Plus d'une centaine d'otages sont toujours portés disparus. Ils se seraient volatilisés. La rumeur prétend qu'ils auraient été enlevés par les terroristes ou bien qu'ils auraient été carbonisés par les charges thermobariques des lance-roquettes *Shmel* utilisés par les unités spéciales d'intervention.

Les jours qui ont suivi Beslan ont fourni au Kremlin l'occasion de donner un grand tour de vis. Poutine affirma que le drame était un attentat terroriste international. Il démentit tout lien avec la Tchétchénie et mit ce qui était arrivé sur le compte d'al-Qaida. La courageuse intervention d'Aouchev fut dénigrée. Les médias, sur ordre du Kremlin, firent de lui le principal complice des terroristes au lieu de rendre justice au seul héros de ce drame. Et puisque les masses ont malgré tout besoin d'un héros à admirer, on fit endosser ce rôle au Dr Rochal.

Beslan n'a pas incité le Kremlin à analyser ni à corriger ses erreurs. Bien au contraire. La tragédie a servi de prétexte à un jeu de massacre politique.

« À la guerre, comme à la guerre », tel fut le slogan adopté par Poutine au lendemain de Beslan. Il était urgent de renforcer « la verticale du pouvoir ». Mieux que quiconque, il savait qui se cachait derrière tout ça, et lui seul devait tenir les rênes afin de protéger la Russie d'une nouvelle attaque terroriste. Le Kremlin fit voter par la Douma une loi abolissant l'élection au suffrage direct des gouverneurs de province. Selon le chef de toutes les Russies, ces élus s'étaient conduits de manière irresponsable.

Nul ne songea à rappeler que, lors du siège de Beslan, les présidents Ziazikov et Dzassokhov – tous deux nommés par Poutine – avaient détalé devant le danger, menti comme des arracheurs de dents et apporté la preuve de leur totale incompétence.

La proposition du nouveau système de désignation des gouverneurs s'accompagna d'une vaste campagne de lavage de cerveau, visant à faire pénétrer dans les consciences l'idée que durant la tragédie de Beslan les autorités s'étaient montrées en tout irréprochables. Rien n'aurait pu être fait différemment, rien n'aurait pu donner de meilleurs résultats. En guise d'écran de fumée, une commission d'enquête du Conseil de la Fédération de Russie (la chambre haute du Parlement) fut chargée de suivre les investigations sur la prise d'otages de Beslan. Son président, Alexandre Torchine, fut convoqué au Kremlin, où il reçut les conseils du chef de l'État. La commission ne s'est jamais écartée de la ligne qui lui avait été fixée.

La population de Beslan commença à se sentir ignorée. La télévision n'évoquait que les bonnes nouvelles : l'aide que recevaient les otages, les montagnes de bonbons et de jouets qu'on envoyait aux enfants. Quant à élucider ce qu'il était advenu des otages qui avaient disparu sans laisser de trace, on se garda bien de s'aventurer sur ce terrain.

Quand les quarante jours de la traditionnelle période de deuil se furent écoulés, des cérémonies officielles furent organisées à la mémoire des victimes. Mais les télévisions occultèrent les images du chagrin déchirant des familles.

Puis arriva le 26 octobre, le deuxième anniversaire de la prise d'otages de *Nord-Ost*, dans laquelle cent trente victimes innocentes ont péri.

Après ce drame, les seules actions entreprises par les pouvoirs publics avaient été de se dédouaner, de se décerner des médailles et de se congratuler. Non seulement on ne tenta rien pour mettre fin à la deuxième guerre en Tchétchénie, mais on resserra plus étroitement l'étau autour d'elle. Une campagne fut organisée en vue d'éliminer ou de neutraliser quiconque était susceptible de faire avancer les pourparlers de paix et d'empêcher que la crise tchétchène n'alimente le terrorisme dans la région. Or celui-ci n'était rien d'autre qu'une réaction prévisible au terrorisme d'État pratiqué par la Russie dans le cadre de son opération « antiterroriste »

dirigée contre les populations de Tchétchénie et d'Ingouchie. Entre la tragédie de *Nord-Ost* et celle de Beslan, la tautologique « terreur antiterroriste » est devenue le cœur de notre vie en Russie. Nous nous sommes trouvés pris entre la terreur et l'antiterreur. Le nombre des attentats a connu une progression exponentielle. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que le chemin menant inexorablement de *Nord-Ost* à Beslan était tout tracé.

Le 26 octobre 2004 à 11 heures, sur les marches du théâtre de la Doubrovka, se tenait un rassemblement des proches de ceux qui avaient péri et des anciens otages, dont la vie avait été détruite à jamais par la tragédie de *Nord-Ost*. Un peu plus tôt, ce matin-là, ils s'étaient rendus sur les tombes des disparus, comme le veut la tradition russe. C'est pourquoi la messe du souvenir avait été prévue, au théâtre, pour 11 heures. L'association de défense des victimes de *Nord-Ost* avait annoncé l'événement à la radio et envoyé des faire-part au maire de Moscou, ainsi qu'à l'administration présidentielle. Elle avait reçu l'assurance que des représentants des pouvoirs publics assisteraient à la cérémonie.

Mais le pope attendait, et les aiguilles de l'horloge tournaient : 11 h 20, 11 h 30, 11 h 50. Il fallait commencer. Des murmures indignés se faisaient entendre dans l'assistance : « Ils ne peuvent tout de même pas ne pas venir. »

Puis midi sonna. La foule s'agitait. Beaucoup de gens avaient des enfants avec eux, les orphelins des victimes.

« Nous voulons parler aux autorités, nous sommes venus leur poser des questions, les yeux dans les yeux. » Puis l'exaspération allant crescendo, on put entendre : « Nous avons un besoin urgent d'aide. On nous oublie. Nos enfants ne sont même plus pris en charge gratuitement à l'hôpital. »

Toutefois les officiels ne montraient toujours pas le bout de leur nez. Il était inutile d'attendre plus longtemps, personne ne viendrait. Ces gens-là avaient-ils peur de rencontrer face à face les victimes ? L'enquête n'avait mené nulle part. La vérité sur le désastre et sur les gaz employés lors de la prise d'assaut demeurait un secret d'État bien protégé. Mais l'absence des personnalités politiques avait peut-être une autre explication.

Le périmètre autour du théâtre était gardé par la police. Ces jeunes gars tout ce qu'il y a d'ordinaire devaient veiller à prévenir les débordements. Ils entendaient ce que disaient les gens dans la

foule et leur malaise se lisait sur leur figure. Finalement, ce sont ces policiers qui expliquèrent à l'assistance que les officiels étaient déjà venus et qu'ils étaient repartis. Ils avaient bien tranquillement assisté à leur cérémonie du souvenir, pendant que les familles étaient encore au cimetière, pour éviter d'avoir à affronter les victimes de leurs agissements. À 10 heures, les représentants du maire de Moscou et de l'administration présidentielle étaient venus à la Doubrovka faire leur numéro devant les caméras des plus grandes chaînes de télévision. Des gerbes avaient été déposées, la garde d'honneur avait été impeccable, les discours très corrects et approuvés par les plus hautes autorités. Tout avait été très digne. On n'avait vu ni pleurs ni manifestations d'un chagrin peu télégénique. Cette mascarade aseptisée fut retransmise en boucle pendant toute la soirée du 26 octobre. Le bon peuple russe pouvait être sûr que les plus hautes instances du pouvoir restaient particulièrement sensibles à cette tragédie et qu'il ne se trouvait personne pour contester leur action. Le travail de mémoire collective concernant les événements de *Nord-Ost* fut ainsi officiellement récupéré et ramené à un « show » de quelques minutes.

Certes, nul n'empêcha le millier d'anciens otages et de proches des disparus, auquel s'étaient joints de nombreux journalistes, de rendre hommage à leurs morts. On alluma des bougies sur les marches du théâtre où avaient agonisé les victimes des gaz et où beaucoup avaient succombé avant l'arrivée des secours. Leur flamme vacillante éclaira d'une douce lueur les portraits des cent trente victimes. Il se mit à pleuvoir, comme il avait plu deux ans plus tôt. Le ciel pleurait avec nous, comme il avait pleuré, deux ans plus tôt.

Mais l'averse n'arriva pas à laver l'affront infligé à ces gens par une idéologie pleine de cynisme. En guise de réponse à l'immense chagrin de ceux qui avaient souffert par son incompetence, l'État avait apporté une fois de plus la preuve de son mépris, et il avait choisi pour le faire l'endroit même où les victimes avaient péri.

Toutefois, il ne faut pas s'y tromper. Sous ce dédain apparent du pouvoir se cache la peur que nous lui inspirons. Il ne peut affronter notre chagrin, il ne peut reconnaître ses erreurs ni sa propre responsabilité envers les trop nombreuses victimes d'un terrorisme qu'il ne parvient pas à juguler.

Cela est, hélas, l'avenir qui attend les victimes de Beslan. Il y aura une version officielle, bien différente de la réalité. Le chagrin

pourra s'exprimer, mais dans certaines limites. La vérité ne sera jamais dite. Le pouvoir suprême décidera de ce qui pourra être révélé. Les démonstrations d'émotions spontanées sont désormais malvenues, tout comme elles l'étaient à l'époque de l'Union soviétique. La position idéologique adoptée par l'État depuis la tragédie de Beslan est que rien ne doit filtrer qui puisse laisser croire à l'incompétence des autorités (bien que celle-ci soit patente). Les larmes sont autorisées, mais en quantité raisonnable, puisque la situation après tout est entièrement sous contrôle. On ne peut effacer la tragédie, mais on s'efforce d'occulter les effusions excessives qui pourraient être perçues comme l'expression d'un désespoir. Or, dans le pays des soviets, il ne peut y avoir de place pour le désespoir. Poutine veille sur nous et sait mieux que nous comment régler nos problèmes. Nous voyons la lumière au bout du tunnel. Nous sommes tous engagés dans une guerre contre le terrorisme international, et dans cette mission nous sommes aujourd'hui « plus unis que jamais », etc.

Le 29 octobre, une nouvelle loi était votée par la Douma, avec une écrasante majorité. Elle stipulait que Poutine nommerait dorénavant les candidats au poste de gouverneur, et que les parlements régionaux n'auraient plus qu'à approuver l'unique nom qui leur serait soumis. S'il arrivait qu'une assemblée ait l'impudence de rejeter par deux fois le candidat du président, elle s'exposerait, pour avoir exprimé une « motion de défiance », à un décret de dissolution signé par Poutine. Évidemment.

Tout cela est bien sûr un affront caractérisé à la Constitution, et démontre un mépris certain pour les citoyens. Mais le bon peuple russe a pris tout cela avec une grande placidité. L'opposition s'est un peu agitée. Elle a tenu quelques meetings, mais à l'échelon local et sans grand tapage, si bien que personne n'y a prêté attention. Poutine a réussi son coup. La Russie soviétique de l'après-Beslan est en marche.

Quelle est donc la situation après la sanglante prise d'otages ? Jamais le peuple n'a été aussi éloigné du Parti et pourtant jamais les écrans de télévision ne les ont montrés plus proches l'un de l'autre. La bureaucratie de style soviétique nous revient dans une forme éblouissante et avec elle l'immobilisme politique d'antan. Le gel s'installe. La Russie a gobé tous les mensonges des lendemains de *Nord-Ost*. Aujourd'hui, elle n'exige ni la justice ni une enquête

impartiale sur le massacre de Beslan. Pendant les deux années qui se sont écoulées depuis les événements de la Doubrovka, la population a paisiblement ronflé dans son lit douillet, elle est sortie faire la fête dans les discothèques et s'est occasionnellement secouée de sa léthargie le temps d'aller glisser dans l'urne un bulletin en faveur de Poutine. Par notre peu d'empressement à connaître la vérité, par notre indifférence vis-à-vis des victimes de *Nord-Ost*, nous avons envoyé un signe aux autorités. Celles-ci ont compris que nous étions de nouveau sous sa coupe, et c'est dans cette ambiance qu'est survenue la prise d'otages de Beslan.

Il est impossible de rester sans réagir tandis qu'un long hiver de glace s'installe sur la Russie. Nous voulons continuer d'être libres. Nous voulons que nos enfants et nos petits-enfants naissent libres. C'est pourquoi nous espérons un prochain dégel, mais pouvons-nous changer seuls le climat de la Russie ? Il est illusoire et absurde d'attendre encore que ce dégel vienne du Kremlin, comme ce fut le cas sous Gorbatchev. Il est tout aussi illusoire d'attendre que l'Occident nous tende la main. C'est à peine s'il réagit à la politique antiterroriste de Poutine. Du reste, la Russie telle qu'elle est aujourd'hui est parfaitement à son goût. Tant qu'il l'approvisionne en vodka, en caviar, en gaz et en pétrole, le marché russe, tout exotique qu'il est, fonctionne en tout point comme l'Occident le veut. L'Europe et le reste du monde sont parfaitement satisfaits de la manière dont les choses se passent sur un sous-continent qui représente un sixième des terres émergées de la planète.

« Al-Qaida, al-Qaida », entendons-nous partout psalmodier. Une litanie bien commode pour expliquer toutes les tragédies à venir, un chant hypnotique qui endort la conscience d'une société toute disposée à se laisser bercer...